

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-0989 du 05 août 2022
adaptant les prescriptions applicables à la société URSIMMO
pour le site qu'elle exploite sur les communes de
La Chapelle-Saint-Ursin et Morthomiers**

Le Préfet du Cher
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V et ses articles L. 511-1 et suivants ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 5 février 2020 du président de la République portant nomination de monsieur Jean-Christophe BOUVIER, préfet du Cher ;

Vu le décret du 17 août 2021 du président de la République portant nomination de monsieur Carl ACCETONE, secrétaire général de la préfecture du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « ateliers de charge d'accumulateurs » ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2021-1535 du 24 décembre 2021 délivré à la société URSIMMO en vue de l'exploitation d'une plateforme logistique, située sur les communes de La Chapelle-Saint Ursin et Morthomiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-0639 du 07 juin 2022 accordant délégation de signature à monsieur Carl ACCETONE, secrétaire général de la préfecture du Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Bourges ;

Vu la demande d'adaptation de certaines prescriptions applicables à l'établissement autorisé sur les communes de La Chapelle-Saint Ursin et de Morthomiers, présentée par courrier en date du 28 avril 2022 par la société URSIMMO ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu l'avis de la Direction départementale des territoires du Cher du 26 avril 2022 ;

Vu l'avis du Service d'Incendie et de Secours du Cher du 11 mai 2022 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 22 juillet 2022 de l'inspection des installations classées ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite au directeur de la société URSIMMO le 27 juillet 2022 ;

Vu le courriel de l'exploitant en date du 29 juillet 2022 précisant qu'il n'a pas de remarque à formuler ;

Considérant que les modifications n'engendrent pas d'évolution du régime de classement global des installations ;

Considérant que la demande présentée le 28 avril 2022 par l'exploitant ne constitue pas une modification substantielle des conditions d'exploiter au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le classement des installations et d'adapter les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2021-1535 du 24 décembre 2021 susvisé ;

Considérant que la nature de l'adaptation des prescriptions ne nécessite pas la sollicitation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

Sur la proposition du secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

ARRÊTE

Article 1 - Situation

L'arrêté préfectoral n° 2021-1535 du 24 décembre 2021 autorisant l'exploitation d'une plateforme logistique située aux Lieu-dits Les Veullis et Le Grand Champ du Veully sur le territoire des communes de La Chapelle-Saint Ursin et Morthomiers par la société URSIMMO, dont le siège social est situé 31, rue Henri Poincaré - CS 46 215 – 45 062 Orléans Cedex 02, est adapté comme suit.

Article 2 – Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les dispositions de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 sont remplacées comme suit.

« Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du code de l'environnement. En particulier :

- les locaux de charge d'accumulateur ;
- les chaufferies.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation. »

Article 3 – Nature des installations

Le tableau de classement selon la nomenclature des installations classées, présent à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021, est remplacée comme suit.

«

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1510 ⁽¹⁾	1	A	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement	Ensemble des zones de stockage Quantité totale de matière stockée : 62 400 tonnes	Volume des entrepôts	/	1 040 104 m ³
4331	2	E	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	Stockage cellules 1.1 et 6.1	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations	≥ 100 t < 1 000 t	660 t
2910	A.2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en	2 chaudières au gaz naturel 2 groupes motopompe au fioul domestique	Puissance thermique nominale de l'installation	≥ 1 MW < 20 MW	3,20 MW

			mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1				
2925	1	D	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène	5 locaux de charge	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	> 50 kW	800 kW
4320	2	D	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	Stockage cellules 1.2 et 6.2	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 15 t < 150 t	70 t
1185	2	NC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.	Fluide frigorigène	Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation	< 300 kg	54 kg
4321		NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Stockage cellules 1.2 et 6.2	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 500 t	340 t
4734	2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de	2 cuves de fioul de	Quantité totale	< 50 t	1,76 t

			substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.	0,88 t	susceptible d'être présente dans les installations		
			2. Pour les autres stockages				

Régime : A (autorisation) ; E (enregistrement) ; D (déclaration) ; DC (déclaration avec contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du CE) ; NC (non classable, mais proche ou connexe des installations du régime A).

En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

(1) Quantités incluses dans la rubrique 1510 :

- Rubrique n°1530 : dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues : 176 800 m³ ;
- Rubrique n°1532 : stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues : 176 800 m³ ;
- Rubrique n°2662 : stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : 176 800 m³ ;
- Rubrique n°2663.1 : stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé : 176 800 m³ ;
- Rubrique n°2663.2 : stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères dans les autres cas : 176 800 m³ ;

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau et les milieux aquatiques (IOTA) suivantes.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (opération)	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol	Surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet	≥ 20 ha	21,3 ha
3.2.3.0	D	Plans d'eau permanents ou non	Superficie	> 0,1 ha < 3 ha	1,14 ha

Régime : A (autorisation) ; D (déclaration)

»

Article 4 – Consistance des installations autorisées

Les dispositions de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 sont remplacées comme suit.

« **La plateforme logistique est constituée :**

- d'un entrepôt d'environ 80 000 m² constitué de 11 cellules (surface comprise entre 1 500 m² et 12 000 m²) réparties en 2 ailes A et B situées dans le même bâtiment mais fonctionnellement indépendantes ;
- d'un poste de garde.

Chaque demi-bâtiment A et B regroupe :

- une zone de stockage ;
- des locaux de charge ;
- une chaufferie ;
- des locaux techniques et électriques ;
- des bureaux et locaux sociaux.

Concernant l'aménagement extérieur, le site dispose :

- d'un parking poids-lourds permettant l'attente des camions sans encombrer les voies publiques ;
- de deux parkings véhicules légers dont certaines places pré-équipées pour la recharge des batteries des véhicules électriques ;
- d'un parking véhicules légers pré-équipées pour la recharge des batteries des véhicules électriques ;
- d'un abri pour les deux-roues, associé à chaque parking VL ;
- de bassins dédiés à la gestion des eaux pluviales ou des écoulements accidentels. »

Article 5 – Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts

Les dispositions de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 sont remplacées comme suit.

« De manière à protéger les intérêts visés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes définies dans son étude d'impact.

Ressources en eau :

- Choix d'espèces végétales locales pour la création des espaces verts ne nécessitant pas d'arrosage spécifique abondant ;
- Mise en place de mesures techniques : chasse d'eau à double flux, utilisation d'eaux pluviales pour alimenter les installations sanitaires (une cuve de 10 m³ par bloc bureau), infiltration des eaux pluviales de toiture via des bassins d'infiltration ;
- Mise en place d'un disconnecteur sur l'arrivée du réseau public évitant des retours d'eau polluée dans le réseau public ;
- Mise sur rétention des produits dangereux présents sur site : marchandises liquides pouvant présenter un risque, cuves de fioul des réseaux incendie (cuves double-enveloppe) ;
- Imperméabilisation des voies de circulation et des zones de stationnement évitant l'infiltration d'hydrocarbures issus des véhicules en transit ;
- Traitement des eaux pluviales de voirie avant rejet dans les bassins d'infiltration ;
- Traitement complémentaire par phytoremédiation (végétation adaptée) avant infiltration dans le sol et le sous-sol ;
- Pas de rejet des effluents dans des eaux de surface. L'ensemble des rejets EU et EP est infiltré après traitement au travers des bassins d'infiltration du site.

Pollution de l'air – trafic routier :

- Utilisation du gaz naturel pour le chauffage de l'entrepôt ;
- Consignes aux chauffeurs de mise à l'arrêt des moteurs lors des phases de stationnement et de mise à quais des camions ;
- Incitation au covoiturage ;
- Mise à disposition de places de stationnement pour véhicules électriques ;
- Réflexion pour la mise en place de panneaux photovoltaïques en toiture.

Nuisances sonores :

- Consignes aux chauffeurs de mise à l'arrêt des moteurs lors des phases de stationnement et de mise à quais des camions ;
- Utilisation de chariots électriques pour le transport interne des marchandises ;
- Mise en place d'un écran acoustique en limite est du terrain (le long de la voie ferrée).

Milieux naturels, biodiversité :

- Préservation de la zone arbustive située à l'entrée du site, exception faite de la zone nécessaire à la mise en place de l'écran acoustique ;
- Lutte contre les espèces envahissantes en phase chantier ;
- Aménagement des espaces verts sur 32 % de la surface du terrain avec création de nouveaux biotopes favorables à l'accueil d'une faune plus diversifiée que celle aujourd'hui présente en particulier oiseaux, insectes, batraciens (bassins d'eaux pluviales).

Environnement culturel et paysage :

- Choix architectural intégrant au mieux le bâtiment dans son contexte logistique proche ;
- Aménagement d'espaces verts. »

Article 6 – Conduits et installations raccordées

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 sont remplacées comme suit.

« Les rejets atmosphériques liés aux installations de combustion sont composés par les rejets des deux chaufferies canalisées chacune par une cheminée individuelle.

Ces installations ne fonctionnent pas en continu.

N° de conduit	Installation raccordée	Puissance	Combustible	Phase de rejet
1	Chaudière	1,6 MW	Gaz naturel issu du réseau public	Fonctionnement normal Continu en période hivernale
2	Chaudière	1,1 MW		

»

Article 7 – Identification des effluents

Les dispositions de l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 sont remplacées comme suit.

« L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- en amont des bassins de tamponnement, les eaux exclusivement pluviales non susceptibles d'être polluées (toitures et zones étanchées de circulation n'engendrant pas de pollution) ;
- en amont des bassins de tamponnement, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment les eaux de voiries) ;
- les eaux collectées dans le bassin de confinement, polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les effluents domestiques et les effluents industriels produits sur le site (notamment les eaux de purge des chaudières et eaux de lavages des sols, chariots et poubelles). »

Le réseau est conçu et aménagé de manière à être curable, étanche et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

Effluents domestiques et effluents industriels :

Les eaux résiduaires sont dirigées par gravité (ou à l'aide d'équipements tels que des pompes de relevage) vers un dispositif d'assainissement autonome. En sortie de cette installation, les effluents sont rejetés sur un plateau filtrant de 750 m². Ce plateau est constitué d'une grave drainante alimentée par des drains.

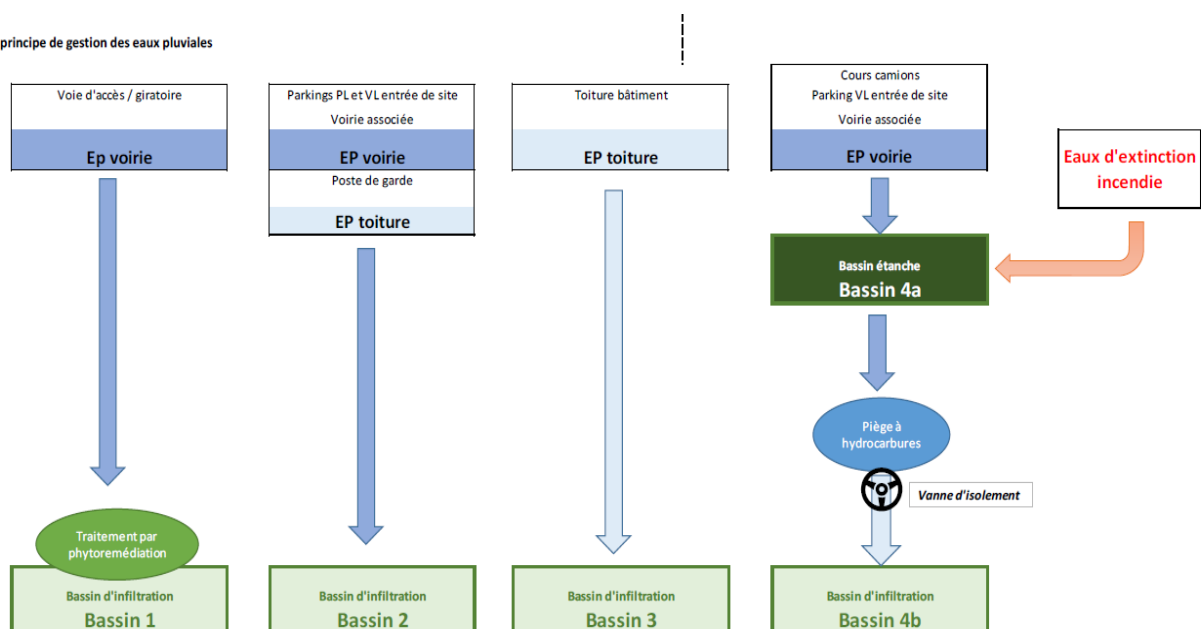
Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Eaux pluviales susceptibles d'être polluées :

Les eaux pluviales sont gérées en quatre bassins versants, conformément au plan ci-dessous :

- le bassin versant BV1 correspond à la voirie d'accès au site (avant le poste de garde) et au giratoire ;
- le bassin versant BV2 correspondant aux parkings PL et VL de l'entrée, aux voiries associées et à la toiture du poste de garde ;
- le bassin versant BV3, correspondant à la toiture du bâtiment ;
- le bassin versant BV4 correspond aux voiries ceinturant le bâtiment et aux cours camions ainsi qu'au parking VL nord-ouest.

Schéma de principe de gestion des eaux pluviales



Bassin Versant 1 (BV1) :

Les eaux pluviales du BV 1 sont collectées par un ensemble de grilles avaloirs connectées à un collecteur gravitaire. Elles sont ensuite rejetées dans un bassin d'infiltration végétalisé assurant le traitement des eaux. Il est dimensionné pour une pluie décennale (bassin 1).

Bassin Versant 2 (BV2) :

Les eaux pluviales de voirie sont collectées par un ensemble de grilles avaloirs ou de noues étanches et végétalisées connectées à un collecteur gravitaire. Les eaux de toiture du poste de garde sont collectées par un réseau gravitaire. Elles sont ensuite rejetées dans un bassin d'infiltration végétalisé assurant le traitement des eaux. Il est dimensionné pour une pluie décennale (bassin 2).

Bassin Versant 3 (BV3) :

Les eaux pluviales de toiture sont collectées par un réseau siphonide pour l'ensemble des cellules de stockage et par un réseau gravitaire pour la toiture du local incendie. Elles sont ensuite infiltrées dans le bassin n°3 dimensionné pour une pluie décennale.

Bassin Versant 4 (BV4) :

Les eaux pluviales de voirie sont collectées par un ensemble de grilles avaloir. Les eaux des cours camions sont collectées au niveau de satujos. L'ensemble est connecté à un collecteur gravitaire. Elles sont dirigées vers un bassin de tamponnement (bassin 4a) étanche faisant office de bassin de rétention accidentel. Ces eaux sont ensuite rejetées au débit régulé de 50 l/s vers un bassin d'infiltration (bassin 4b) après traitement par un débourbeur-déshuileur.

Pour une pluie supérieure à la décennale, les bassins 3 et 4b sont équipés d'une surverse vers le fossé de l'autoroute.

Un point de prélèvement est mis en place pour pouvoir contrôler à tout moment la qualité des eaux rejetées.

Bassins :

Bassin 1 – Le bassin d'infiltration associé au BV 1 a les caractéristiques suivantes :

- Bassin d'infiltration végétalisé
- Surface d'infiltration 260 m²
- Volume utile minimal de 256 m³
- Débit d'infiltration dans le sol à $5,6 \cdot 10^{-6}$ m/s

Bassin 2 – Le bassin d'infiltration associé au BV2 a les caractéristiques suivantes :

- Bassin d'infiltration végétalisé
- Surface d'infiltration 740 m²
- Volume utile minimal de 832 m³
- Débit d'infiltration dans le sol à $2,15 \cdot 10^{-6}$ m/s

Bassin 3 – Le bassin d'infiltration associé au BV3 a les caractéristiques suivantes :

- Bassin d'infiltration végétalisé
- Surface d'infiltration 3 813 m²
- Volume utile minimal de 3 812 m³
- Débit d'infiltration dans le sol à $3,76 \cdot 10^{-6}$ m/s

Bassin 4a – Le bassin étanche associé au BV4 a les caractéristiques suivantes :

- Bassin parfaitement étanche
- Surface 1 435 m²
- Volume utile minimal de 4 790 m³
- Vanne de sectionnement en sortie
- Régulateur de débit en sortie (50 l/s)

Bassin 4b – Le bassin d'infiltration associé au BV4 a les caractéristiques suivantes :

- Bassin d'infiltration végétalisé
- Surface d'infiltration 1 634 m²
- Volume utile minimal de 4 104 m³
- Débit d'infiltration dans le sol à $4,29 \cdot 10^{-6}$ m/s

L'entretien des ouvrages de gestion des eaux pluviales est effectué par un prestataire de service spécialisé. Cette exploitation comprend l'entretien des structures d'infiltration et de tous les ouvrages d'assainissement liés au fonctionnement du dispositif d'assainissement.

Des visites régulières des ouvrages permettent d'évaluer la nécessité d'une intervention de nettoyage, après un événement pluvieux important par exemple.

La vérification de l'épaisseur des sédiments décantés dans les ouvrages de prétraitement / confinement et dans les bassins d'infiltration est effectuée après un, trois, six et 10 ans de mise en service, puis tous les cinq ans. Une extraction des décantats est également effectuée tous les cinq ans. Une analyse de la qualité des boues permet de préciser la filière de valorisation.

Pollutions accidentelles des eaux de voiries :

Le bassin de prétraitement / confinement (bassin 4a) situé en amont du bassin d'infiltration 4b est équipé d'une vanne de sectionnement permettant de confiner la pollution.

Afin de préserver le sous-sol et les eaux souterraines, les matériaux contaminés doivent être rapidement exportés et traités conformément à la réglementation en vigueur.

Eaux d'extinction incendie :

Les eaux d'extinction qui rejoignent le réseau d'eaux pluviales sont confinées dans le bassin 4a de prétraitement/confinement. La vanne motorisée est asservie au déclenchement des sprinklers ; elle est également manœuvrable localement.

Dans les cellules 1.1 et 6.1 dédiées aux liquides inflammables, des avaloirs dirigent les écoulements vers un bassin spécifique étanche et incombustible, d'une capacité minimale de stockage de 1 330 m³.

Après un sinistre, des analyses sont effectuées afin de vérifier la présence ou non de pollution ;

- en cas d'absence de pollution et après accord des administrations concernées, les eaux seront rejetées dans le réseau d'assainissement ;
- en cas de pollution avérée (en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990), elles seront pompées et éliminées par une entreprise spécialisée et agréée. »

Article 8 – Localisation des points de rejet

Les dispositions de l'article 4.4.4 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 sont remplacées comme suit.

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes.

Point de rejet	N°1
Localisation	Sortie microstation
Nature des effluents	Effluents domestiques
Traitement avant rejet	Dispositif d'assainissement autonome
Milieu récepteur	Milieu naturel (plateau filtrant de 750 m ²)

Point de rejet	N°2
Localisation	Sortie Bassin 4a
Nature des effluents	Eaux pluviales de voiries et parkings et eaux d'extinction non polluées
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures
Exutoire du rejet	Bassins d'infiltration 4b
Milieu récepteur	Milieu naturel (infiltration à la parcelle et surverse dans le fossé de l'autoroute)

»

Article 9 – Accessibilité au site

Les dispositions de l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 sont remplacées comme suit.

« L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

L'entrepôt est implanté sur un site clôturé. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement.

La hauteur minimale de la clôture interne, entourant le bâtiment, est de 2,5 m. Les autres clôtures ont une hauteur de deux m. Ces hauteurs sont mesurées à partir du sol du côté extérieur. »

Article 10 – Comportement au feu

Les dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 sont remplacées comme suit.

« Les installations ne comprennent pas, ne surmontent pas, ni ne sont surmontées de locaux habités ou occupés par des tiers.

Les locaux dans lesquels sont présents des liquides inflammables sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs de liquides inflammables, en particulier dans les parties basses des installations, comme les fosses et les caniveaux.

Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

En vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'entrepôt ou entre des parties de l'entrepôt, celui-ci respecte les conditions constructives minimales suivantes.

La structure de l'entrepôt est en béton ou mixte, la stabilité au feu est d'une heure (R60).

Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.

Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0.

Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

Le bâtiment est divisé en deux par un mur séparatif REI180.

Toutes les cellules sont séparées entre elles par des murs séparatifs REI 180.

Les ouvertures à travers ces murs (issues de secours et passage chariots) sont équipées de portes coupe-feu 180 min (portes EI2-180C) ou équivalent afin d'assurer le même degré coupe-feu que le mur. Les portes battantes satisfont à la classe de durabilité C2.

Les murs coupe-feu dépassent de 1 m en toiture. Ils dépassent de 50 cm en façade ou présentent un retour en façade de 1 m quand la façade n'est pas coupe-feu.

Une bande de protection en matériau incombustible est placée sur la toiture, le long des murs séparatifs sur une largeur de 5 m.

La façade Nord-est (cellules 5 et 9) est constituée d'un écran thermique REI 120.

La façade Sud-ouest de la cellule 7 est constituée d'un écran thermique REI 120.

Les façades de la cellule 2 sont constituées d'un écran thermique REI 120.

Les façades des cellules 1.1 et 6.1 (liquides inflammables) sont constituées d'un écran thermique REI 120.

Les façades des cellules « aérosols » (1.2 et 6.2) et « liquides inflammable » (1.1 et 6.1) sont constituées d'un écran thermique REI 120.

Locaux techniques :

Les murs séparatifs entre les zones de stockage et les locaux techniques sont REI 120 toute hauteur.

Bureaux et locaux sociaux :

A l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120, sans être contigus avec les parties de bâtiment où est présent au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.

Ils ne peuvent être contigus aux cellules où sont présentes des matières dangereuses.

Les bureaux situés en étage au-dessus des quais, le cas échéant, sont séparés de l'entrepôt par :

- une structure porteuse (poteaux) stable au feu deux heures ;
- des murs séparatifs et un plancher REI120 ;
- des portes et ouvertures pouvant donner sur l'entrepôt EI2 120 C.

Le plancher se situe à six mètres au-dessus de la dalle de l'entrepôt.

Un escalier encoisonné REI 120 permet l'accès de l'entrepôt vers l'étage.

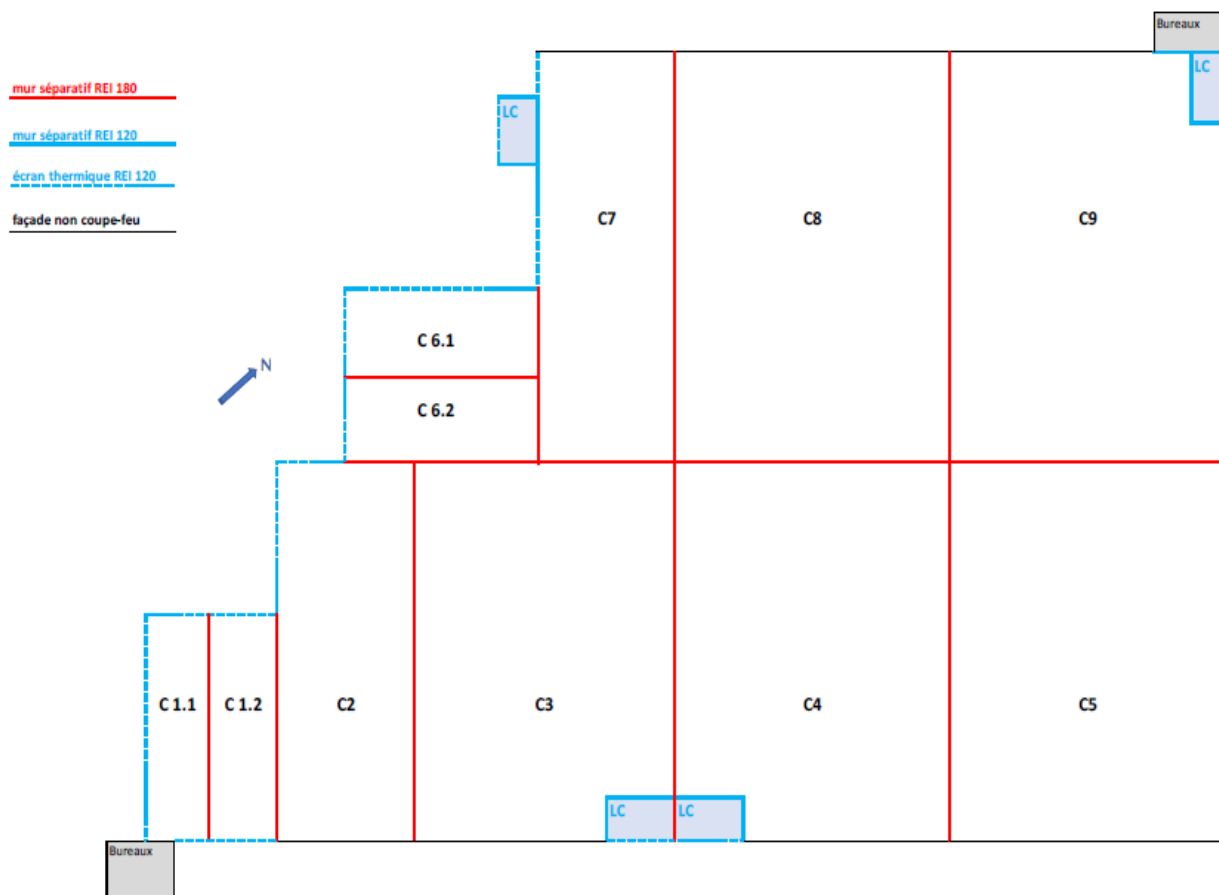
Un escalier extérieur en façade permet l'évacuation du personnel.

Le mur séparatif entre les bureaux et l'entrepôt dépasse de 1 m au-dessus de la toiture de l'entrepôt.

Locaux électriques :

Ils sont isolés de l'entrepôt par un mur REI120 et des portes de communication EI2 120 C. Ils sont largement ventilés.

L'implantation générale des murs et des écrans thermiques du bâtiment respecte le schéma ci-dessous.



Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point sont conservés par l'exploitant. »

Article 11 – Dimensions des cellules

Les dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 sont remplacées comme suit.

« L'ensemble de l'entrepôt a une hauteur à l'acrotère (point le plus haut du bâtiment) de 14 m pour une hauteur libre de stockage de 12 m.

Le bâtiment est composé des 11 cellules d'entreposage. La surface des cellules est inférieure à 12 000 m².

Les cellules ne comportent ni niveau, ni mezzanine.

Cellule	Surface de stockage (m²)	Capacité de stockage palettes	Quantité stockée (t)	Volume stocké (m³)	Aérosol 4321/4321	Liquides inflammables
1.1	1 952	2 600	1 560	4 420		380 t
1.2	1 921	2 600	1 560	4 420	40 / 200 t	
2	5 782	8 000	4 800	13 600		
3	11 517	16 000	9 600	27 200		
4	11 518	16 000	9 600	27 200		
5	11 566	16 000	9 600	27 200		
6.1	1 432	1 400	840	2 380		280 t
6.2	1 435	1 400	840	2 380	30 / 140 t	
7	5 739	8 000	4 800	13 600		
8	11 516	16 000	9 600	27 200		
9	11 542	16 000	9 600	27 200		
	75 920	104 000	62 400	176 800	70 / 340 t	660 t

»

Article 12 – Conditions de stockage

Les dispositions de l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 sont remplacées comme suit.

« Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de trois mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale d'un mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- hauteur maximale de stockage : huit mètres maximum ;
- largeurs des allées entre îlots : deux mètres minimum.

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à cinq mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier est au maximum égale à 12 mètres.

Modalités de stockage des produits inflammables :

Les cellules 1.1 et 6.1 sont aménagées pour le stockage des liquides inflammables. Le stockage de ces marchandises se fera sur racks, à une hauteur limitée à cinq m.

Au-dessus des liquides inflammables, des marchandises non dangereuses peuvent être stockées.

La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides non inflammables et autres produits, substances, ou mélanges, est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

Les cellules accueillant des produits inflammables sont dotées d'un système d'extinction automatique adapté au type de produits stockés, et disposent de zones de collectes, et des dispositifs décrits dans l'arrêté ministériel en vigueur.

Modalités de stockage des aérosols :

Les cellules 1.2 et 6.2 sont aménagées pour le stockage des produits conditionnés sous forme d'aérosols.

La zone de stockage des aérosols est délimitée par des grillages évitant la dispersion des bouteilles en cas d'incendie (risque d'éclatement).

En dehors de la zone grillagée, des marchandises non dangereuses peuvent être stockées. »

Article 13 – Eaux d'extinction incendie

Les dispositions de l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 sont remplacées comme suit.

« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par des dispositifs externes aux cellules de stockages.

Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

L'établissement dispose de deux zones de confinements des eaux :

- bassin (nommé bassin 4a à l'article 4.4.1) d'une capacité de 4 790 m³, dont 3 196 m³ au minimum destinés au confinement des eaux d'extinction des cellules ne contenant pas de liquide inflammable ;
- bassin d'une capacité de 1 330 m³, destiné au confinement des eaux d'extinction des cellules 1.1 et 6.1.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Une vanne est placée en sortie du bassin étanche pour permettre le confinement. Cette vanne est à fermeture automatique (asservissement au démarrage du système d'extinction automatique) et manuelle.

L'exploitant s'assure de la disponibilité constante du volume de confinement minimal nécessaire de 3 196 m³.

Après un accident, des analyses sont effectuées afin de vérifier la présence ou non de pollution. En cas de pollution avérée, les eaux polluées sont pompées et éliminées par une entreprise spécialisée et agréée.

Rétention déportée pour les cellules « Liquides inflammables » :

Dans les cellules 1.1 et 6.1 dédiées aux liquides inflammables, des avaloirs dirigent les écoulements vers un bassin spécifique étanche et incombustible, d'une capacité minimale de stockage de

1 330 m³. Des siphons anti-feu sont judicieusement répartis afin d'éviter les propagations d'incendie entre zones de collecte et entre zones de collecte et la rétention.

La rétention déportée des liquides inflammables n'est pas exposée à un flux thermique supérieur à 5 kW/m² en cas d'incendie. »

Article 14 – Moyens de lutte contre l'incendie

Les dispositions de l'article 7.7.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 sont remplacées comme suit.

« L'installation est dotée de moyens, fixes et mobiles, de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur ainsi que :

- d'un système d'alarme interne, avec report ;
- d'un moyen dédié permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un état des stocks de liquides inflammables ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produits absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et munie d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. Dans le cas de liquides miscibles à l'eau, l'absorbant peut être remplacé par un point d'eau.

L'exploitant dispose des moyens de secours adaptés (en termes de nature, d'organisation et de moyens), conformes à son étude de dangers, en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre.

En cas de perte de l'alimentation des équipements de sécurité au niveau de la canalisation d'alimentation du site en eau industrielle, les installations sont mises en sécurité.

Pour les produits susceptibles d'évaporation (toxiques, inflammables) et pour ceux présentant un risque pour le milieu naturel (pollution des sols et des eaux), l'exploitant doit s'assurer du dimensionnement, de la fiabilité et de la disponibilité des moyens dont il dispose pour collecter ou neutraliser un éventuel épandage sur son site d'un liquide dangereux afin respectivement d'en maîtriser l'évaporation ou d'éviter une contamination du milieu naturel.

Les installations fixes de protection et de lutte contre l'incendie sont conformes à l'étude de dangers. Toute modification de ces moyens fait l'objet d'un dossier de justification du maintien du niveau de performance et d'efficacité qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Le site dispose de moyens fixes de lutte contre l'incendie.

Extincteurs :

Les extincteurs sont répartis à l'intérieur des installations lorsqu'elles sont couvertes, sur les aires extérieures, à proximité immédiate de chacun des quais et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements. Leur localisation est signalée par des panneaux d'identification.

Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Le personnel est formé au maniement des moyens de lutte contre l'incendie.

Les extincteurs sont judicieusement répartis, repérés, fixés (pour les portatifs) numérotés, visibles et facilement accessibles en toute circonstance. Ils sont adaptés aux risques et leur nombre est conforme au code du travail. Ils sont vérifiés régulièrement, et au minimum une fois par an, et maintenus en état de fonctionnement en permanence.

RIA :

Des Robinets d'Incendie Armés sont mis en place dans les locaux de manière à ce que tout point de l'entrepôt soit accessible par deux jets de lance.

Ils sont disposés en priorité à proximité des sorties de secours de sorte que le personnel puisse se replier rapidement vers une zone sécurisée.

Ils sont utilisables en période de gel.

Défense extérieure contre l'incendie :

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) est assurée de manière autonome par un réseau interne.

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 720 m³ par heure durant deux heures :

- 1/3 des besoins (soit 240 m³/h) en dynamique sur un réseau de poteaux incendie répartis autour du bâtiment, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie. Il y a un poteau incendie à moins de 100 m de chaque cellule. Les poteaux sont distants entre eux de 150 m maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours). Le réseau interne est bouclé.
Ce réseau est alimenté par une motopompe, abritée dans le local sprinkler, assurant un débit de 240 m³/h. Cette pompe puisera dans une cuve verticale de 480 m³.
- 2//3 des besoins (soit 480 m³/h) en statique avec la mise en place de deux réserves sous forme de bâches souples à eau de 480 m³ chacune.
Ces réserves sont équipées de 4 raccords standardisés permettant le raccordement des engins de secours. Des aires de stationnement sont mises en place au droit de chaque colonne d'aspiration.

En complément, les deux cuves de réserve sprinkler (d'un volume unitaire de 1 200 m³) seront chacune équipées d'un raccord standardisé ramené au droit d'une aire de stationnement.

La cuve et les réserves souples de réserve incendie sont réalimentées automatiquement à partir du réseau public.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries d'alimentation en eau font l'objet de contrôles périodiques visant à s'assurer de leur bon état.

Dispositif de détection et d'extinction incendie automatique :

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

L'ensemble de l'entrepôt (cellules de stockage, local sprinkler, locaux de charge, bureaux) est équipé d'une installation d'extinction automatique à eau par sprinklers, conforme aux normes en vigueur.

Ce dispositif est alimenté par 2 groupes motopompes puisant dans 2 cuves métalliques aériennes de 1 200 m³ chacune. Ces cuves sont en acier galvanisé sur radier béton. Elles sont réalimentées automatiquement à partir du réseau public.

Ces deux cuves de 1 200 m³ sont équipées d'un raccord standardisé permettant le raccordement des engins d'intervention. Une aire de stationnement est associée à chaque raccord.

Les deux groupes motopompes et leur cuve de fioul sont abritées dans un local spécifique coupe-feu.

Des batteries de secours permettent le démarrage des moteurs en cas de coupure d'électricité, suivant le référentiel en vigueur.

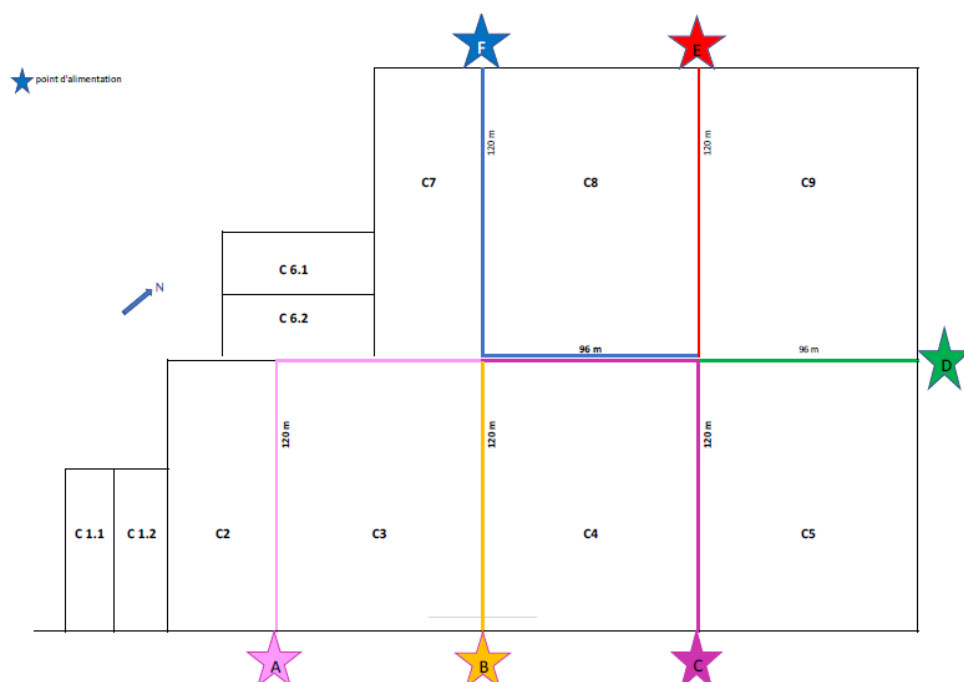
L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.

L'installation dispose d'un report d'alarme vers le poste de garde ou de télésurveillance.

Les cellules stockant les liquides inflammables (1.1 et 6.1) disposent d'un système d'extinction automatique permettant l'extinction de tout départ de feu dans la cellule.

Colonnes sèches :

Les murs séparatifs entre les cellules de plus de 6 000 m² sont équipés de colonnes sèches permettant l'arrosage de ces murs en toiture. Ces colonnes sèches sont alimentées à partir du réseau alimentant les poteaux incendie. Un volume d'eau de 440 m³ est spécifiquement dédié à ces installations. Ce volume s'ajoute à celui nécessaire aux poteaux incendie. La réserve d'eau totale est donc de 920 m³.



»

Article 15 – Ventilation et recharge de batteries

Les dispositions de l'article 7.8.5 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2021 sont remplacées comme suit.

« Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de trois mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.

Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.

S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

La toiture est constituée d'un bac acier incombustible avec isolation en laine de roche et étanchéité par bi-couche élastomère. La tenue au feu de la toiture est de classe Broof(T3). »

Article 16 – Application des prescriptions non modifiées

Les prescriptions contenues dans l'ensemble des autres articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2021-1535 du 24 décembre 2021, qui ne sont pas modifiées ou remplacées par le présent arrêté, demeurent applicables.

Article 17 – Voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré par courrier auprès du tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 Orléans Cedex 1 ou par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr par :

- 1° : l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée,
- 2° : les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Cher, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 18 – Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de La Chapelle-Saint-Ursin et de Morthomiers et peut y être consultée.

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de La Chapelle-Saint-Ursin et de Morthomiers pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins de messieurs les maires de La Chapelle-Saint-Ursin et de Morthomiers à la préfecture du Cher.

3° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 19 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le maire de La Chapelle-Saint-Ursin, le maire de Morthomiers et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Signé

Carl ACCETTONNE